

Alliance énergétique ou conflit énergétique

Le français Total et l'Institut de prévisions économiques relevant de l'Académie des sciences de Russie (RAN) ont présenté un rapport sur le thème : "La Russie et l'Europe : alliance économique ou conflit énergétique". A la veille du G8 de Saint-Pétersbourg, cette étude permet de se faire une idée plus précise des rapports présents et futurs entre fournisseurs et consommateurs de pétrole et de gaz.

Une méfiance réciproque

L'académicien Viktor Ivanter, directeur de l'Institut de prévision économique (IPE), et le vice-président senior de Total, Menno Grouvel, relèvent que le prix de l'essence à la pompe, les factures d'électricité, de gaz, de chauffage et d'eau chaude dépendront, dans un quart de siècle, de ce que nous faisons aujourd'hui. La stratégie et la prévision à long terme dans le domaine de l'énergie sont nécessaires pour définir les approches à retenir en matière d'extraction des hydrocarbures et de création d'axes de transport. Aujourd'hui, la Russie engrange des sommes considérables provenant de l'exportation de matières premières et de produits énergétiques. Toutefois, les carences institutionnelles, l'absence de volonté politique, la méfiance réciproque des milieux d'affaires, de l'Etat et de la société ne permettent pas de dynamiser les investissements, malgré les réserves qui se sont accumulées dans les secteurs aussi bien privé que public.

Après la crise de 1998, l'économie russe n'a pas été en butte à des restrictions énergétiques, la demande d'énergie n'étant pas un facteur limitatif de la croissance économique. Cependant, la Russie produit-elle suffisamment de pétrole et de gaz pour approvisionner en énergie sa propre économie ? Ne va-t-il pas falloir réduire les exportations pour pouvoir satisfaire la demande intérieure, en hausse rapide ? D'autre part, combien coûtera la tonne de brut dans 25 ans, si les gisements connus arrivent à épuisement et si l'on est obligé d'extraire le pétrole sur les plateaux continentaux des mers septentrionales et en Sibérie orientale et d'y créer une infrastructure réclamant des milliards de dollars d'investissements ?

Les dépenses d'extraction ne figurent pas parmi les problèmes préoccupant outre mesure l'Etat russe. Les esprits étant hantés par une chute éventuelle des prix du brut, l'argent s'accumule dans le Fonds de stabilisation qui a été créé à l'étranger, car les autorités se méfient de leurs propres économie et système bancaire. Mais comme le soulignent MM. Grouvel et Ivanter, un autre aspect du problème est plus actuel aujourd'hui : que se passera-t-il si les prix du pétrole ne baissent pas, si les gisements bon marché s'épuisent et qu'il s'avère nécessaire d'extraire du pétrole et du gaz devenus onéreux, car extraits sur le plateau continental ?

Ces derniers temps, Gazprom a opté pour la tactique de la négociation conflictuelle, menaçant l'Union européenne de diriger les ressources vers l'Orient et non vers l'Europe, alors que l'UE invoque de son côté la nécessité de s'affranchir de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Dans le cadre de cette stratégie conflictuelle, des tentatives sont effectuées périodiquement pour empêcher les sociétés russes d'accéder aux réseaux de distribution au sein de l'UE, et les compagnies étrangères aux ressources russes. Nous assistons à une collision des ambitions des bureaucrates européens et du monopole gazier russe : les premiers veulent convaincre l'opinion que la monopolisation du marché européen par la Russie recèlerait de grands risques, tandis que les seconds prétendent que l'Europe imposera ses prix aux fournisseurs de produits énergétiques et que cela se traduira par une perte de

revenus pour Gazprom. Selon la déléguée du groupe Total pour la Russie, Inessa Varchavskaïa, ces méthodes ne sont pas productives, et dans la situation présente, il faut passer à la mise en place d'une alliance énergétique fondée sur des rapports stratégiques entre fournisseurs et consommateurs d'hydrocarbures.

Il serait constructif de rechercher une alliance énergétique conventionnelle, qui garantirait la stabilité économique et politique dans les rapports énergétiques entre la Russie et l'Europe et, partant, la sécurité énergétique. L'étude montre qu'un espace pour une alliance énergétique existe bien. Pour couvrir la pénurie d'énergie en Europe avec des livraisons russes, les compagnies extractives sont contraintes de passer sur le plateau continental, où le gaz est d'accès plus difficile et où le pétrole est composé de fractions lourdes. Le problème qui se pose dans ce cas, c'est celui du manque de technologies et pas simplement de moyens financiers. Selon Total et la RAN, "la Russie a besoin de capitaux amendés par des technologies et de l'expérience de leur utilisation". A partir de ce principe, dans la nouvelle alliance énergétique, l'objectif numéro un serait non pas des bénéfices immédiats, mais un système stratégique de rapports mutuels.

La demande mondiale d'hydrocarbures

La situation qui prévaut sur le marché énergétique mondial et les prévisions pour l'avenir prévisible donnent à penser que les hydrocarbures demeurent l'assise du fonctionnement de l'industrie et du secteur énergétique mondiaux. Les bilans énergétiques des grandes économies de l'Union européenne annoncent une pénurie de l'énergie locale. D'autre part, l'augmentation de la demande d'énergie émane dans une mesure toujours plus grande des pays asiatiques émergents. Jusqu'en 2030, la demande mondiale progressera d'environ 2 % par an. La RAN et Total prévoient un accroissement insignifiant des potentialités de l'électronucléaire et une réduction de la part de ce dernier dans la production de courant.

Actuellement, l'UE importe la moitié des produits énergétiques dont elle a besoin (73 % du pétrole et 44 % du gaz). En 2030, la part des importations d'hydrocarbures sera de 70 % (92 % du pétrole et 81 % du gaz). Le rôle du gaz naturel augmentera sensiblement, tandis que sa production locale diminuera. Par conséquent, les pays de l'UE vont devoir faire passer leurs importations de gaz de 180 milliards de mètres cubes en 2005 à 650 milliards en 2030. Les pays de l'UE sont donc les premiers intéressés à régler le problème de l'approvisionnement en produits énergétiques sur le long terme, sur une base transparente.

A l'heure qu'il est, environ 20 % du pétrole et plus de 25 % du gaz naturel consommés par l'Union européenne sont d'origine russe. La Russie entend rester un important partenaire énergétique des pays de l'UE durant le premier tiers du XXI^e siècle. Elle possède, pour cela, des réserves de produits énergétiques considérables.

L'énergie et la politique

A la différence du commerce des articles industriels réalisé dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, la vente des produits énergétiques se fait dans le cadre de règlement établis et sans cesse modifiés par des régions, des pays, des associations de producteurs et de consommateurs. Prenons l'exemple de la Bolivie qui, au mois de mai, a nationalisé la totalité de son secteur énergétique et confié à une seule société la vente des hydrocarbures. Selon Viktor Ivanter et Menno Grouvel, la Charte énergétique, qui n'a pas été ratifiée ou signée par les plus grands pays exportateurs d'hydrocarbures, "lèse manifestement les intérêts des pays producteurs de pétrole et de gaz". "Le problème, ce n'est pas que la Russie ne ratifie pas la Charte énergétique. Ce que l'on ne comprend pas, c'est pourquoi la

Russie a signé ce document boiteux", lit-on dans leur rapport. D'un autre côté, malgré le caractère inacceptable de la charte sous sa forme actuelle, le commerce de l'énergie ne saurait se faire sans règles générales. C'est pourquoi les chercheurs relèvent que les pays consommateurs et les pays producteurs d'hydrocarbures doivent instaurer un dialogue, qui doit déboucher sur l'élaboration d'un nouveau document énonçant des règles générales du commerce.

Le niveau actuel des rapports avec les fournisseurs d'hydrocarbures, dont la Russie, ne permet pas d'assurer la fiabilité et la pérennité requises des approvisionnements. Par exemple, la tension observée en janvier-février 2006 dans les livraisons de gaz à l'Europe était due notamment aux lacunes des rapports juridiques entre les fournisseurs, les pays de transit et les consommateurs de gaz. Et aujourd'hui encore, rien ne garantit que cela ne se reproduira plus.

La tension politique dans les liens énergétiques internationaux recèle de nombreuses composantes économiques. Par exemple, le réseau de gazoducs actuel, constitué de conduites très longues, bordées de nombreux consommateurs, avec un débit fixé et une demande en hausse, ne peut pas ne pas être à l'origine de conflits, surtout en période de grands froids. Des investissements opportuns dans les structures de stockage de pétrole et de gaz permettraient de régler bon nombre de questions, sans qu'il soit besoin de les porter au niveau de la géopolitique. Il faut, par conséquent, aménager de grands dépôts dans les pays consommateurs d'Europe, de manière à pouvoir faire face aux fluctuations de la demande. La participation de la Russie à ces projets est envisagée comme l'un des volets obligatoires de l'alliance énergétique.

Les technologies économisant l'énergie

Les sociétés productrices de pétrole et de gaz devant disposer de certaines garanties politiques dans le choix des projets d'investissement, il faut donc élaborer une stratégie énergétique à long terme définissant les priorités dans les relations internationales. Il est indispensable de définir des règlements identiques pour les investisseurs disposés à faire l'acquisition d'actifs ne présentant pas un intérêt stratégique pour la Russie et l'Europe. Aussi Inessa Varchavskaïa estime-t-elle indispensable de définir des critères de l'"importance stratégique" des actifs, acceptables par la Russie, la France et les autres pays de l'UE, de manière à passer de la méfiance réciproque à un partenariat énergétique à long terme. Pour la Russie, les actifs stratégiques sont ceux qui assurent l'approvisionnement régulier des consommateurs russes de combustibles et d'énergie dans le respect des engagements contractuels.

Maintenant, une question se pose : l'extraction des produits énergétiques en Russie peut-elle couvrir les besoins du pays et la demande de l'Europe ? La thèse selon laquelle l'économie russe consommerait beaucoup plus d'énergie que ne le permettent ses potentialités doit être perçue comme une critique. Les chercheurs font remarquer que les pertes d'énergie s'observent surtout dans le chauffage. L'implantation de technologies économisant l'énergie réclame un rééquipement fondamental des immeubles et du réseau de chauffage dans l'ensemble du pays, une révision du paradigme de la production/distribution de chaleur. L'insuffisance des investissements dans la prospection et l'aménagement des gisements, dans l'extraction et la production, a pour corollaire une pénurie d'énergie pour les consommateurs intérieurs, compte tenu de la dynamique du développement économique. Rappelons que dans quatre entités de la Fédération de Russie, la pénurie d'énergie se chiffre déjà à 12 000 MW, et que d'ici quelques années, ce sont 16 entités russes qui devront faire face à un déficit de même importance.

La base technico-technologique de l'économie russe, créée en URSS, prend appui sur une consommation d'énergie bon marché, ce qui permet d'exporter de Russie des produits industriels relativement peu chers, tel l'aluminium. D'où la lenteur de la modernisation des équipements et la

consommation d'énergie par article beaucoup plus grande que dans les pays où l'électricité et le gaz sont plus chers. Parallèlement, étant donné que la croissance industrielle implique une augmentation de la consommation d'énergie, l'industrie russe pourrait très prochainement se heurter à un manque général de ressources énergétiques.

Cette situation réclame l'implantation de technologies économisant l'énergie pour contenir la hausse spontanée de la demande d'énergie. Faute de quoi, une augmentation incontrôlée de la demande provoquera inévitablement une flambée des tarifs de l'énergie. C'est d'ailleurs ce que ne cesse de dire le gouvernement russe. L'implantation de nouvelles technologies de production de courant pourrait entraîner un ralentissement du développement des autres secteurs économiques et de l'amélioration du niveau de vie.

Pour que le gaz continue de faire tourner l'industrie et la plus grande partie des centrales électriques, les prix de l'énergie seront articulés sur les prix intérieurs des hydrocarbures. Relevant que les technologies mondiales de production de courant reposent dans une grande mesure sur la combustion d'hydrocarbures, autrement dit sur l'intercomplémentarité du pétrole et du gaz et d'investissements relativement peu importants (entre autres, pour le passage à une utilisation propre du charbon), MM. Grouvel et Ivanter réfutent le point de vue selon lequel le rattachement du prix du gaz à celui du pétrole n'a plus sa raison d'être et qu'il faut passer désormais à la fixation des prix du gaz selon les principes de marché. D'après eux, même dans le cadre du commerce boursier du gaz, le "détachement" des prix n'est pas pour demain, il ne pourra s'effectuer qu'après le remplacement de toute une génération de technologies.

Le scénario du développement de l'économie russe

Prenant en compte l'évaluation de la demande d'énergie de l'UE ainsi que les prévisions concernant les exportations d'énergie de la Russie dans le cadre du scénario économique de base du ministère russe du Développement économique et du Commerce (MERT) pour la période allant jusqu'en 2015, l'Institut de prévision économique relevant de la RAN a fait quelques prévisions concernant le développement macroéconomique. Avec une augmentation de la production de pétrole et de gaz de l'ordre de 1-1,6 % l'an, la consommation intérieure sera prioritaire par rapport aux exportations, si bien qu'en 2015 des sociétés européennes mettront en valeur des gisements que les sociétés russes n'auraient pas commencé à exploiter avant 2030. La logique de cette décision est simple : puisque les autorités russes entendent satisfaire la demande de l'UE, elles doivent laisser les Européens investir dans l'extraction des ressources énergétiques russes pour que cela se traduise par l'utilisation de technologies pointues destinées à mettre en valeur des gisements coûteux. Selon les estimations de l'Institut de prévision économique et de Total, en 2015 les sociétés européennes investiront pas moins de 450 dollars par tonne d'extraction annuelle de brut et de 255 dollars par millier de mètres cubes d'extraction annuelle de gaz.

Le maintien d'une croissance économique acceptable est prévu dans un scénario "économique" orienté sur l'essor de l'industrie de transformation et les économies d'énergie. Selon ce scénario, basé sur une croissance économique d'environ 7 % et des économies d'énergie substantielles (baisse de l'intensité énergétique de 3,4 % par an), le déficit des livraisons d'hydrocarbures russes (différence entre les besoins de l'Europe en énergie russe et les potentialités des exportations de la Russie vers l'Europe) serait en 2015 de 62 à 91 millions de tonnes de pétrole et de 24 milliards de mètres cubes de gaz, en fonction de la dynamique de la demande européenne. Pour combler ce déficit, il est envisagé de drainer entre 29 et 46 milliards de dollars de capitaux européens dans la prospection et l'extraction d'hydrocarbures.

Les autres scénarios révèlent des risques probables dans la période concernée par les prévisions. Ce pourrait être un ralentissement de la croissance économique, permettant une réduction de la consommation d'énergie intérieure au profit d'une augmentation des exportations. Si les tendances actuelles se maintenaient, et en l'absence d'investissements importants dans le secteur énergétique, cela pourrait aussi déboucher sur une pénurie accrue d'énergie en Europe et des conflits de toutes sortes liés à la répartition des exportations d'hydrocarbures en quantités restreintes.

La politique économique de la Russie en matière d'énergie

Dans le processus de formation des diverses associations régionales, il faut préserver les intérêts du pays et, pour ce faire, les énoncer clairement aux partenaires. Actuellement, les prix sur le marché intérieur de la Russie sont sous-évalués par rapport aux prix européens et aux prix mondiaux moyens. Il y a deux raisons à cela : le niveau peu élevé des revenus de la population et la faible efficacité de l'industrie de transformation. Les auteurs du rapport estiment que les prix intérieurs vont se hisser graduellement au niveau des prix mondiaux, mais que cela ne se produira pas instantanément, à coup d'arrêtés gouvernementaux. La dynamique des prix sera déterminée par l'augmentation des revenus de la population et les lois du commerce boursier. Selon eux, bien que leur courbe soit à la hausse, les prix du gaz seront longtemps encore maintenus à un bas niveau par le faible rendement énergétique de la production.

Pour les auteurs du rapport, l'implication de l'Etat dans le secteur pétrogazier, y compris dans le problème de la division de Gazprom, correspond objectivement aux tendances mondiales et au niveau de développement de l'économie russe. Gazprom est une société exceptionnelle, disposant de réserves record de gaz et pouvant planifier son extraction sur le long terme, en prenant en compte les intérêts du pays. Aussi sa division n'interviendra-t-elle pas dans un avenir visible.

Dans le même temps, l'efficacité de la gestion de Gazprom demeure un problème d'actualité. MM. Ivanter et Grouvel estiment que la décentralisation de la direction et la séparation des centres de profit à l'intérieur de la compagnie amélioreraient son rendement. Quant à l'introduction des principes modernes de gestion corporative d'une entreprise publique, telle que Gazprom apparaît formellement après la libération du marché des valeurs, ils la considèrent comme absolument indispensable. Et dans la mesure où c'est l'Etat qui doit déterminer le rôle de Gazprom dans la prise des décisions stratégiques, et non le contraire, la tendance à la transformation des grandes sociétés énergétiques en véritables sociétés publiques, ayant une comptabilité transparente et un management soucieux des intérêts à long terme de tous les actionnaires, est irréversible. Sur ce plan, l'Etat peut aiguillonner les sociétés nationales et créer des stimulants pour canaliser le secteur privé dans ce processus. C'est d'ailleurs ce que le président russe, Vladimir Poutine, a tenu à souligner dans le message qu'il a adressé au Parlement le 10 mai 2006.

La création d'une alliance énergétique avec la Communauté européenne ne suppose pas seulement un approvisionnement fiable en hydrocarbures, la transmission de technologies et des investissements. Pour Inessa Varchavskaïa, des rapports d'alliance impliquent aussi un transfert des productions grandes consommatrices d'énergie vers les lieux d'extraction des hydrocarbures. La Russie souhaite que l'on implante sur son territoire de telles unités de production, dotées de hautes technologies, écologiquement propres, gérées selon le principe corporatif et dans la plus grande transparence. Actuellement, la plupart des raffineries de pétrole utilisent des équipements obsolètes et ne sont pas à même de fabriquer des produits pétroliers compétitifs dans l'UE.

Pour affranchir l'économie russe de sa dépendance des hydrocarbures et des prix en vigueur sur le marché mondial du pétrole, la RAN et Total recommandent d'autoriser les sociétés pétrolières étrangères à opérer sur les gisements difficilement accessibles et coûteux, à condition qu'elles transforment de plus en plus les hydrocarbures extraits dans des raffineries de pétroles russes ou, pourquoi pas, dans des raffineries modernes qu'elles auront construites elles-mêmes. D'autre part, les chercheurs estiment que la construction de ces raffineries devrait être confiée partiellement à des sous-traitants russes. MM. Grouvel et Ivanter soulignent que s'il n'est pas absolument nécessaire d'associer les investisseurs à un fournisseur concret, il faut néanmoins permettre aux sociétés russes d'accéder librement aux appels d'offres lancés par les investisseurs étrangers. Cela doperait l'industrie du bâtiment et celle des constructions mécaniques. Les auteurs du rapport pensent que si des sociétés étrangères étaient autorisées à exploiter le sous-sol et des raffineries de pétrole, rien de redoutable ne s'ensuivrait : l'industrie russe entrerait en possession de technologies modernes qui pourraient être utilisées également par les pétroliers russes.

Ce serait aussi rester dans la logique que d'inciter les sociétés étrangères à construire des entreprises pétrochimiques à même d'inonder le marché russe en produits modernes. Cela permettrait d'implanter en Russie des unités de production hautement technologiques. Selon les auteurs du rapport, les pouvoirs publics des pays membres de l'UE y sont directement intéressés. Par exemple, si des usines grandes consommatrices d'énergie sont transférées en Asie, la hausse de la demande dans cette région incitera les sociétés russes à accroître leurs exportations d'hydrocarbures vers l'Orient.

Un autre principe d'alliance existe dans le secteur énergétique : l'implantation par les sociétés étrangères de technologies économisant l'énergie. Compte tenu du déficit prévu d'hydrocarbures pour l'exportation, on pourrait admettre la remise de sites grands consommateurs d'énergie (réseaux de distribution de chaleur et d'électricité, etc.) en concession à des sociétés étrangères disposant de technologies économisant l'énergie. Les quantités d'hydrocarbures économisées à l'échelle nationale pourraient être exportées.

Les technologies génératrices d'économie d'énergie pourraient être implantées en priorité dans le secteur du logement. En effet, les experts estiment que les plus grandes déperditions de chaleur en Russie sont dues à la mauvaise isolation thermique des logements et des conduites de chauffage central.

La réponse à la question de savoir s'il faut ou non autoriser les sociétés étrangères à accéder au secteur énergétique russe et admettre des investissements européens dans l'extraction des hydrocarbures en Russie dépendra notamment de l'assise sur laquelle sera bâtie la stratégie de relations entre la Russie et l'Europe. L'argument selon lequel les consommateurs étrangers assurent aux sociétés pétrogazières russes la plus grosse part de leurs bénéfices pourrait très prochainement ne plus être valable car, en raison de la hausse de la consommation intérieure de produits énergétiques et de la demande extérieure, les sociétés russes ne seront plus en mesure, même si les prix mondiaux restent élevés, d'accroître sensiblement leurs exportations vers l'Europe. Aussi la stratégie de l'alliance énergétique est-elle préférable aussi bien pour les pays européens que pour la Russie. La croissance de 3 ou 4 % de l'économie mondiale s'accompagne de celle de la consommation de pétrole de 1,5 à 2 %. Actuellement, toutes les conditions existent pour que les liens énergétiques de la Russie et de l'Europe se transforment en facteur de stabilisation de l'économie de l'Union européenne et de croissance économique de la Russie. fr.rian.ru